

Équateur, urnes et terreur

Image not found or type unknown

Par Roberto Morejón

Avec de nombreuses personnes enfermées chez elles, érigeant des barricades et d'autres obstacles, des fermetures d'entreprises et même la suspension des cours dans les écoles, l'Équateur s'est acheminé

vers les élections de dimanche, en proie à un niveau de violence record.

Les décès dus aux troubles ont quadruplé depuis 2019 et se sont élevés à 2 500 l'année dernière, le crime organisé ayant franchi les murs des prisons, où les émeutes sont récurrentes, et étendu son influence dans les communautés.

La vague de violence se propage sans contrôle de l'État et le président, Guillermo Lasso, signe un niveau d'exception après l'autre, sans aucun plan pour enquêter sur la criminalité et réduire ses causes.

Malgré cette mesure extrême, l'Équateur a clôturé l'année 2022 avec le taux d'homicide le plus élevé de son histoire, soit 26 crimes pour 100 000 habitants.

Avec près de 4 200 morts violentes depuis le début de l'année, le pays sud-américain souffre d'une criminalité croissante, les agences de sécurité et la corruption endémique ne parvenant pas à mettre fin à l'impunité.

C'est dans ce contexte tragique que le candidat à la présidence Fernando Villavicencio, dont le programme électoral comprenait parmi ses points centraux le besoin de calme et la lutte contre le trafic de drogue, a été abattu.

Le défunt n'a pas manqué son objectif, car au cours des dernières années, l'Équateur est passé du statut de pays de transit de la drogue à celui de pays où celle-ci est stockée, traitée et distribuée.

Les bandes criminelles, les cartels de la drogue et les mafias internationales se disputent l'espace à l'intérieur et à l'extérieur des prisons, sans que l'Etat ne sorte de sa rhétorique usée et ne réserve tout au régime d'exception tandis que les institutions se dégradent, en particulier la justice.

Presque à la veille du scrutin, la nation a été une nouvelle fois secouée par la mort du leader Correista Pedro Briones.

M. Lasso, qui disposait d'un mandat jusqu'en 2025 mais qui a anticipé les élections pour éviter une mise en accusation pour corruption, affirme que l'Équateur est prêt à voter.

Il organise son retrait après avoir réduit les dépenses publiques, comme l'avait fait son prédécesseur Lenin Moreno, et il laisse la population désemparée sans protection, incapable de se décider pour des plates-formes politiques favorables, comme le menace la rue.

<https://www.radiohc.cu/fr/especiales/comentarios/331669-equateur-urnes-et-terreur>



Radio Habana Cuba